

Introduction générale :

Les finances publiques évoluent perpétuellement pour s'adapter aux conjonctures économiques. Elles désignent l'ensemble des activités de l'État d'une part, et d'autre part, c'est la science régissant ces activités. La gestion des finances publiques est une composante essentielle du processus de développement, elle soutient l'utilisation efficace et responsable des ressources publiques, permet d'assurer la stabilité macroéconomique et budgétaire et guide l'allocation des ressources pour répondre aux priorités nationales.

La gouvernance rationnelle des finances publiques est l'une des missions régaliennes de l'État, l'efficacité de cette gestion des finances publiques se mesure par un certain nombre de variables dont la maîtrise relève exclusivement de sa compétence, notamment les dépenses publiques, le déficit budgétaire, la dette publique et l'inflation.

L'État dispose d'un budget qui lui permet d'assurer le fonctionnement des services publics. Formé des dépenses publiques et des recettes publiques, le budget constitue l'un des principaux instruments de la politique économique et sociale de l'État. À cet égard, le budget de l'État prévoit et autorise pour chaque année civile l'ensemble des dépenses de fonctionnement et d'équipement publics.

La chute brutale du prix des hydrocarbures a révélé la grande vulnérabilité des finances publiques. Cette baisse des revenus budgétaires a entraîné l'un des plus importants déficits budgétaires que le pays ait connu ces dernières années.

Cependant, ces dernières années ont été marquées pour l'Algérie ainsi que pour plusieurs autres pays, par de nombreux déséquilibres macroéconomiques qui se traduisent par des déficits excessifs insupportables. Pour faire face à la situation, le Fonds Monétaire International a imposé pour l'Algérie un Programme d'Ajustement structurel qui va lui permettre de rétablir l'équilibre de sa situation macroéconomique. À cet effet, ce Programme d'Ajustement structurel, qui a coûté cher à l'Algérie, portait essentiellement sur :

- la dévaluation du dinar ;
- la hausse des taux d'intérêt ;
- le licenciement des travailleurs suite à la faillite des entreprises ;
- par ailleurs, une austérité budgétaire et donc une politique budgétaire très restrictive.

Ce déficit budgétaire peut être également compensé :

- Par le recours au financement non conventionnel, qui peut engendrer une inflation ;
- Par une hausse d'impôt, ce qui a pour conséquences une forte pression fiscale ;
- Enfin par le recours à des réserves accumulées des excédents budgétaires antérieurs.

La situation de déficits infinis et d'endettement excessif n'est pas étrangère à l'Algérie. L'histoire semble se répéter et la problématique du déficit budgétaire refait brutalement surface dans le débat national compte tenu de l'effondrement des prix des hydrocarbures qui ont baissé de plus de 70% depuis 2014.

À ce titre, l'Etat algérien durant la période 2001/2019 s'est engagé dans des programmes d'investissement publics très importants. Ces programmes portent en général sur l'amélioration du niveau de vie des citoyens notamment en matière de santé publique d'éducation, de formation du personnel et de disponibilité des infrastructures.

Depuis 2006, la situation budgétaire en Algérie se caractérise par la disponibilité des fonds provenant des recettes, par ailleurs, ce fond constitue le moyen de financement par excellence du déficit budgétaire.

Toutefois, cette source de financement est épuisée en 2017, au regard du rétrécissement des plus-values versées dans ce compte, et en l'absence d'alternatives en ressources financières en dehors du produit de la fiscalité pétrolière, faute d'une diversification économique d'un niveau assez mineur. En effet, L'Algérie est en face du risque d'être obligée de recourir à l'endettement extérieur ou financement non conventionnel du déficit budgétaire.

Intérêts du sujet :

Ce travail comporte un intérêt scientifique de fait qu'il constitue un essai de mise en pratique des connaissances scientifiques acquises, à des fins de recherche des solutions aux problèmes de déséquilibre et ses conséquences sur l'activité économique ainsi que les modalités de son financement que connaissent de nombreux pays dont parmi eux l'Algérie.

La situation budgétaire se caractérise par la disponibilité des fonds provenant des recettes des hydrocarbures. Ces disponibilités financières encouragent les pouvoirs à rembourser la dette externe et la dette interne en adoptant une politique de désendettement qui a engendré une certaine souplesse et un allègement du poids de la dette que ce soit sur les finances publiques ou sur l'économie en générale. En 2017 ce fond est épuisé complètement, à cause de la chute des cours du pétrole. À cet effet, l'État est devenu incapable de payer les salaires. C'est ce qui nous a motivé à étudier ce thème et à trouver les solutions idéales.

Raisons du choix du thème :

- Il correspond au domaine des finances publiques, c'est un domaine très important, d'une part, les dépenses publiques vont créer des horizons vastes pour dynamiser l'économie d'autres parts, les recettes publiques sont considérées comme un outil important pour acquérir les ressources financières, d'un autre côté le budget de l'État est constitué de l'un des principaux instruments dans l'activité économique.

- Un thème d'actualité qui traite le déficit budgétaire en Algérie ;
- L'absence des études approfondies et des recherches traitant les crises économiques ;
- la crise économique connue par l'économie algérienne ;
- l'insuffisance des études sur ce thème, en Algérie.

Objectifs de recherche :

- L'objectif de cette étude est d'éclaircir la vision sur la politique financière et le financement du déficit budgétaire en Algérie, pour connaître les mesures à entreprendre par l'Etat qui lui permettent de maîtriser le déficit budgétaire dans une situation financière difficile.
- Emettre des recommandations et suggestions idéales pour améliorer l'efficacité de la politique financière en lumière des résultats obtenus.

Problématique de recherche :

Face à cette situation et dans le contexte actuel qui se caractérise par la chute brutale des prix de pétrole et la dévaluation du dinar algérien, nous allons essayer dans ce présent travail de cerner la problématique principale suivante :

Quels sont les mécanismes utilisés par les pouvoirs publics afin d'assurer le financement de son déficit budgétaire ?

Afin de mieux appréhender cette problématique, il est opportun de soulever les questions suivantes :

- Comment doit-on apprécier la maîtrise des finances publiques ?
- Quelles sont les mesures à entreprendre par l'Etat et qui lui permettent de maîtriser le déficit budgétaire dans une situation de crise économique ?
- Quelles sont les modalités mises en œuvre par les pouvoirs publics pour le financement du déficit budgétaire ?

Hypothèses de recherche :

Dans le but de répondre aux sous-questions posées ci-dessus, nous posons un ensemble d'hypothèses :

- **Hypothèses n°01 :** l'appréciation de la maîtrise des finances publiques est à partir de l'analyse du budget de l'État en matière des ressources et des dépenses publiques.
- **Hypothèses n°02 :** les mesures qui permettent à l'Etat de maîtriser le déficit budgétaire sont : la rationalisation des dépenses publiques et l'augmentation des recettes.
- **Hypothèses n°03 :** Le financement des déficits budgétaires, en principe, est assuré par l'endettement public.

Études antérieures :

En Algérie, Moussa OUDAI, dans sa thèse de doctorat « l'impact de la gouvernance financière par la performance sur l'efficacité de la politique budgétaire en Algérie », École Supérieure de Commerce, 2015/2016, vise à mettre en exergue les bonnes expériences étrangères de gouvernance financière par la performance ainsi que de mettre en lumière les conséquences attendues de leur application sur l'efficacité de la politique budgétaire algérienne.

Aldjia KHOUAS, « financement du déficit budgétaire et de la dette publique en Algérie » mémoire de fin d'études troisième cycle professionnel spécialisé en finances publiques IEDF, 2009/2010, vise à déterminer la situation des finances publiques en Algérie.

Méthodologie de recherche :

Pour traiter ce thème, nous opterons pour la méthode utilisée dans ce travail pour atteindre nos objectifs est la méthode analytique. Celle-ci consiste à décomposer un objet en ses éléments constitutifs afin de mieux les étudier.

À ce sujet, cette méthode a consisté à étudier les différents indicateurs qui influent sur l'équilibre budgétaire. En outre, cette méthode analytique, nous avons utilisé la technique documentaire qui a consisté à consulter les différents ouvrages, articles, journaux officiels Lois et ordonnances.

Nous opterons aussi pour la méthode descriptive, la plus réputée en science de gestion dans la partie théorique, et cela permet de mettre l'accent sur les différentes composantes de budget de l'État, ainsi que les modes de financement du déficit budgétaire, pour maîtriser et diversifier les sources de son financement.

Plan de recherche :

Pour apporter des éléments de réponse à la problématique posée, nous avons structuré ce présent travail en trois chapitres.

En effet, pour appréhender notre problématique, il est nécessaire de présenter dans le premier chapitre, le cadre conceptuel de budget de l'État, ce chapitre est composé de trois sections, la première concerne un soubassement théorique des finances publiques, la deuxième portera sur le budget de l'État, et la troisième sera consacrée aux lois de finances.

Dans le deuxième chapitre nous aborderons le déficit budgétaire autant que la première section, ainsi que les différents modes de son financement dans la deuxième section, et comme troisième section, il est importé de se pencher sur la question de la maîtrise du déficit budgétaire. Le dernier chapitre portera sur une étude analytique du déficit budgétaire algérien et les différentes mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics, en vue de le maîtriser et de diversifier les sources de son financement.